

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2023 B 29597
Numéro SIREN : 752 675 702
Nom ou dénomination : SARL 35 RUE DES RENAUTES

Ce dépôt a été enregistré le 05/09/2023 sous le numéro de dépôt 108793

SARL 35 RUE DES RENAUTES

Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée
au capital de 1 600 euros
Siège social : 250 bis boulevard Saint Germain, 75007 Paris
752 675 702 RCS Paris

LISTE DES SIEGES SOCIAUX ANTERIEURS

(Article R 123-110 DU CODE DE COMMERCE)

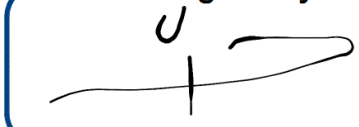
Stéphane Uzan,

Agissant en qualité de Gérant de la société SARL 35 RUE DES RENAUTES, entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée au capital de 1 600 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 752 675 702 RCS Paris.

Déclare, conformément aux dispositions de l'article R 123-110 du Code de commerce :

Que la Société SARL 35 RUE DES RENAUTES n'avait jusqu'à ce jour opéré aucun transfert de siège social, celui-ci étant, depuis sa constitution, fixé au 17 rue d'Orléans, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Fait en deux exemplaires,
A Paris,
Le 28 juin 2023

DocuSigned by:

CC84ECB46D5149E...

SARL 35 RUE DES RENAUTES
Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée
au capital de 1 600 euros
Siège social : 17 rue d'Orleans 92200 Neuilly-sur-Seine
752 675 702 RCS NANTERRE

**PROCÈS-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE
DU 28 JUIN 2023**

Exercice clos le 31 décembre 2022

L'an deux mille vingt-trois,
Le 28 juin,
A 18h30,

FONCIERE SAINT HONORE

SIREN : 452 857 220

Siège social : 17 Rue d'Orléans 92200 Neuilly-sur-Seine

Représentée par Monsieur Stéphane UZAN, Président,

Associée unique de la société 35 RUE DES RENAUTES,

En présence de Monsieur Stéphane UZAN, Gérant de la société.

I - A préalablement exposé ce qui suit :

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2022 ont été établis par Monsieur Stéphane UZAN, Gérant non associé.

La Société 35 RUE DES RENAUTES est une petite entreprise au sens de l'article L. 123-16 du Code de commerce et est donc dispensée de l'obligation d'établir un rapport de gestion, conformément aux dispositions de l'article L. 232-1 IV du Code de commerce modifié par la loi n° 2018-727 du 10 août 2018.

II - A pris les décisions suivantes :

- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022, et quitus à la Gérance
- Affectation du résultat de l'exercice,
- Mention des conventions visées à l'article L. 223-19 du Code de commerce,
- Transfert du siège social,
- Délégation de pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

PREMIERE DÉCISION
Approbation des comptes

L'associée unique, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2022 se soldant par une perte de 3 920 euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes.

L'associée unique prend acte, conformément à l'article 223 quater du Code général des impôts, qu'au cours de l'exercice écoulé aucune somme n'a été enregistrée au titre des dépenses ou charges non déductibles fiscalement visées à l'article 39, 4 du Code général des impôts.

En conséquence, l'associée unique donne au Gérant quitus entier et sans réserve de l'exécution de son mandat pour l'exercice écoulé.

DEUXIEME DÉCISION
Affectation du résultat

L'associée unique décide d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2022 s'élevant à 3 920 euros de la manière suivante :

Origine :

- | | |
|--------------------------------|----------------|
| - Report à nouveau antérieur : | - 32 137 euros |
| - Perte de l'exercice : | - 3 920 euros |

Affectation :

- | | |
|------------------------------------|---------------|
| - Au compte « report à nouveau » : | - 3 920 euros |
|------------------------------------|---------------|

Solde après affectation :

- | | |
|----------------------|----------------|
| - Report à nouveau : | - 36 057 euros |
|----------------------|----------------|

Capitaux propres après affectation

Après affectation les capitaux propres sont négatifs de 34 457 euros.

Capitaux propres de la Société inférieurs à la moitié du capital social

L'associée unique, constatant qu'à la suite de l'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2022, les capitaux propres qui s'élèvent à - 34 457 euros pour un capital social de 1 600 euros sont devenus inférieurs à la moitié dudit capital, décide, conformément aux dispositions de l'article L. 223-42 du Code de commerce, de ne pas dissoudre la Société.

L'associé unique prend acte que :

- sa décision doit faire l'objet des mesures de publicité prévues par la loi ;
- la situation devra être régularisée à l'issue d'un délai expirant à la clôture de l'exercice 2024.

Rappel des dividendes distribués

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, il est précisé qu'il n'a été procédé à aucune distribution au titre des trois derniers exercices.

TROISIEME DÉCISION *Conventions réglementées*

Conformément aux dispositions de l'article L 223-19 du Code de commerce, la présente décision fait mention des conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé :

- Une convention la Gestion de Trésorerie a été signée le 15 octobre 2022 entre :
 - La Société FONCIERE SAINT HONORE, SAS au capital de 110 400 Euros, immatriculée 452 857 220, au RCS de Nanterre,
 - La société FONCIERE DU MARAIS, SAS au capital de 1 600 Euros, immatriculée 453 268 543 au RCS de Nanterre,

En tant que sociétés centralisatrices

- Et les autres sociétés du groupe dont le bénéficiaire effectif est Monsieur Stéphane UZAN, et notamment la société SARL 35 RUE DES RENAUTES.

En tant que sociétés adhérentes

La convention a pour objet de mettre en commun la trésorerie excédentaire et procéder à la centralisation de la trésorerie en vue de coordonner les besoins et les excédents de la trésorerie du groupe. Par cette convention les Sociétés Adhérentes donnent Mandat irrévocable aux sociétés Centralisatrices, de placer et utiliser la trésorerie excédentaire.

Elle est conclue aux conditions suivantes : la Convention de gestion de trésorerie prévoit une rémunération déterminée annuellement par référence aux taux de référence servant au calcul du plafonnement des intérêts fiscalement déductibles en application du 3° du 1 de l'article 39 du Code général des impôts.

La convention est conclue pour une durée indéterminée.

QUATRIEME DÉCISION *Transfert du siège social*

L'associée unique décide de transférer le siège social de 17 Rue d'Orléans, 92200 Neuilly-Sur-Seine, à compter du 28 juin 2023.

En conséquence, l'article 5 des statuts a été modifié comme suit :

« ARTICLE 5 - Siège social

Le siège social est fixé à 250 bis boulevard Saint Germain, 75007 Paris. »

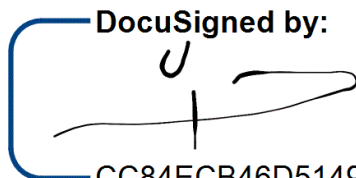
CINQUIEME DÉCISION

Délégation de pouvoirs en vue d'accomplir des formalités

L'associée unique donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de droit.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal signé par l'associée unique, répertorié sur le registre des décisions de l'associée unique.

FONCIERE SAINT HONORE
Associée unique
Représentée par Stéphane UZAN

DocuSigned by:

CC84ECB46D5149E...

SARL 35 RUE DES RENAUTES

Société à responsabilité limitée

au capital de 1 600 euros

Siège social : 250 bis boulevard Saint Germain, 75007 Paris

752 675 702 RCS Paris

STATUTS MIS A JOUR AU 28 JUIN 2023

CERTIFIES CONFORMES

Les soussignés :

- **Monsieur Stéphane UZAN**
32 bis boulevard d'Argenson
92200 NEUILLY SUR SEINE
- **EURL FONCIERE SAINT HONORE**
Siège social : 17 rue d'Orléans, 92200 NEUILLY SUR SEINE
Représentée par son gérant Monsieur Stéphane UZAN

ont établi tes statuts suivants :

ARTICLE 1 : FORME

La société dont il s'agit est créée sous la forme d'une société à responsabilité limitée, régie par toutes les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 : OBJET

L'objet de la société consiste en :

- L'acquisition d'un ensemble immobilier sis à PARIS - 35 rue des Renaudes,
- La location ou la vente par lot de cet immeuble,
- La location ou la vente de cet immeuble en totalité,
- La mise en copropriété,
- Effectuer toutes opérations financières, emprunter, engager la société et toutes opérations liées à cette opération
- Toutes opérations d'achats, ventes, locations immobilières.

ARTICLE 3 : DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années, ce à compter du 6 juillet 2012.

Celle-ci pourra, cependant, être prolongée ou au contraire écourtée en cas de dissolution anticipée de la société.

ARTICLE 4 : DENOMINATION SOCIAL

La dénomination sociale de la société est « SARL 35 RUE DES RENAUDES ».

Dans tous les actes et documents émis par la société, quels qu'ils soient, doit figurer un entête indiquant la dénomination sociale suivie de la mention "société à responsabilité limitée" ou de l'abréviation "SARL", du montant du capital social, du siège social et du numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 5 : SIEGE SOCIAL

Le siège de la société est fixé au 250 bis boulevard Saint Germain, 75007 Paris.

Les associés réunis en assemblée extraordinaire pourront cependant le transférer en tout endroit et à tout moment. Le transfert décidé par la gérance sera, quant à lui, limité au département.

ARTICLE 6 : APPORTS

Apports en numéraire

Monsieur Stéphane UZAN apporte à la société la somme de 800 euros.

L'EURL FONCIERE SAINT HONORE apporte à la société la somme de 800 euros.

ARTICLE 7 : CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 1 600 euros. Il est divisé en 100 parts d'une valeur nominale de 16 euros chacune, intégralement et entièrement libérées et réparties de la manière suivante :

- **Foncière Saint Honoré : 100 parts numérotées de 1 à 100**

ARTICLE 8 : MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

8.1. Augmentation de capital

Les associés réunis extraordinairement peuvent décider d'augmenter le capital par quelque procédé que ce soit, sous réserve du respect des lois et règlements en vigueur.

8.2. Réduction de capital

Les associés réunis extraordinairement peuvent décider de réduire le capital par quelque procédé que ce soit, sous réserve du respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 9 : CESSIION ET TRANSMISSION DE PARTS SOCIALES

9.1. Cession

Toute cession ou transmission de parts sociales appartenant à l'un des associés doit être constatée par écrit :

- Dans les formes prévues à l'article 1690 du Code civil
- Ou être déposée au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de dépôt.

La cession de parts sociales entre associés eux-mêmes est libre.

En revanche, la cession entre associés et conjoints, ascendants ou descendants et autres tiers ne peut intervenir qu'avec l'agrément des associés, lequel est acquis à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Dans cette dernière hypothèse, le cédant doit notifier le projet de cession à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception. Dans le délai de huit jours suivant cette notification, l'assemblée générale des associés doit être convoquée par la gérance à l'effet de délibérer sur ledit projet. Une consultation écrite est également possible.

La décision prise est ensuite communiquée au cédant par lettre recommandée avec avis de réception. A défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la notification du projet de cession faite par le cédant, l'accord de la société est réputé acquis.

En cas de refus d'agrément, les associés ont l'obligation soit d'acquérir soit de faire acquérir lesdites parts dans les conditions fixées à l'article 1843-4 du Code civil, ce dans le délai de trois mois à compter de la décision de refus.

La cession de parts sociales entre associés eux-mêmes et entre associés et conjoints, ascendants ou descendants est libre, que ces derniers soient associés ou non.

En revanche, la cession à des tiers autres que les personnes ci-dessus mentionnées ne peut intervenir qu'avec l'agrément des associés, lequel est acquis à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Dans cette dernière hypothèse, le cédant doit notifier le projet de cession à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception. Dans le délai de huit jours suivant cette notification, l'assemblée générale des associés doit être convoquée par la gérance à l'effet de délibérer sur ledit projet. Une consultation écrite est également possible.

La décision prise est ensuite communiquée au cédant par lettre recommandée avec avis de réception. A défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la notification du projet de cession faite par le cédant, l'accord de la société est réputé acquis.

En cas de refus d'agrément, les associés ont l'obligation soit d'acquérir soit de faire acquérir lesdites parts dans les conditions fixées à l'article 1843-4 du Code civil, ce dans le délai de trois mois à compter de la décision de refus.

9.2. Transmission

En cas de décès de l'un des associés, la société se poursuit librement entre les associés restants et les ayants droit ou héritiers, et, le cas échéant, le conjoint survivant de l'associé décédé.

Ces derniers doivent toutefois justifier de leur qualité auprès de la gérance, qui se réserve le droit d'exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant cette qualité.

En cas d'indivision du fait de cette transmission, l'un des copropriétaires représente tous les indivisaires.

La transmission des parts pour cause de dissolution de la communauté entre un associé et son conjoint, autre que par décès, est également libre.

ARTICLE 10 : DROITS DES ASSOCIES

10.1. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal sur les bénéfices réalisés par la société, sur la propriété de l'actif social et sur le boni de liquidation. Elle donne également droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

10.2. Les associés ne sont tenus à l'égard des tiers qu'à concurrence du montant de leur apport.

Toutefois ils sont solidairement responsables, à l'égard des tiers, pendant cinq ans, de la valeur attribuée aux apports en nature lors de la constitution de la société, lorsqu'aucun commissaire aux apports n'a été désigné ou lorsque les associés n'ont pas retenu la valeur proposée par le commissaire aux apports.

10.3. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

ARTICLE 11 : GERANCE

11.1 Nomination et pouvoirs du gérant

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non.

Monsieur Stéphane UZAN est nommé gérant pour une durée indéterminée.
Au cours de la vie sociale, ils sont nommés par décision collective ordinaire.

A cet effet, ils pourront faire tous les actes de gestion qu'ils jugeront utiles au bon fonctionnement de la société. A l'égard des tiers, ils disposeront des pouvoirs les plus étendus pour représenter la société et agir en son nom en toutes circonstances, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

11.2 Responsabilité du gérant

Le gérant est responsable envers la société ou envers les tiers des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, des violations des statuts, ainsi que des fautes commises dans sa gestion.

11.3 Cessation des fonctions du gérant

Le gérant pourra être révoqué pour juste motif par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.
Ses fonctions cesseront également par décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité ou révocation.

11.4 Rémunération du gérant

La rémunération du gérant sera fixée lors de la plus prochaine assemblée générale ordinaire.

ARTICLE 12 : DECISIONS DES ASSOCIES

12.1. Modalités

- Les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, soit en assemblée générale soit par consultation écrite des associés, soit par acte sous seing privé ou notarié signé par tous les associés. S'agissant, toutefois, de l'approbation des comptes annuels, une assemblée générale ordinaire doit être convoquée.

- Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés autres que celles relatives aux modifications statutaires, à l'agrément pour une cession ou une mutation de parts sociales, aux droits de souscription ou d'attribution.

Les décisions ordinaires sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont prises, sur seconde consultation, à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, les décisions relatives à la nomination ou à la révocation d'un gérant sont toujours prises à la majorité absolue des parts sociales, sans que la question puisse faire l'objet d'une seconde consultation à la majorité simple des votes émis.

- Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions ayant pour objet une modification des statuts, l'agrément pour une cession ou mutation de parts sociales ou les droits de souscription ou d'attribution.

Elles doivent être adoptées :

- À l'unanimité, en cas de changement de nationalité de la société, d'augmentation des engagements d'un associé ou de transformation de la société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions, en société civile, ou en société par actions simplifiée.

- À la majorité en nombre des associés, représentant au moins les trois-quarts des parts sociales, en cas d'agrément de nouveaux associés ou d'autorisation de nantissement des parts.

- Par des associés représentant au moins les trois-quarts des parts pour toutes les autres décisions extraordinaires.

12.2. Assemblées générales

- Les associés sont convoqués aux assemblées par le gérant, ou en cas de carence de ce dernier, par le commissaire aux comptes, s'il en existe un, ou par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé. Un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

La convocation est faite par lettre recommandée adressée aux associés quinze jours au moins

avant la date de réunion. Elle contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêté par l'auteur de la convocation. Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

- L'assemblée des associés se réunit au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. Elle est présidée par le gérant ou l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si deux associés possédant ou représentant le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.
- Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée dans un procès-verbal contenant les mentions réglementaires, établi et signé par le ou les gérants, et le cas échéant, par le président de séance.

12.3. Consultation écrite

La gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent alors d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance, ce par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

12.4. Participation aux décisions collectives

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède. Un associé peut se faire représenter par son conjoint, hormis l'hypothèse d'une société entre deux époux. Un associé peut également se faire représenter par un autre associé, hormis l'hypothèse d'une société constituée entre deux seuls associés.

Lorsqu'une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats, où il est réservé à l'usufruitier.

12.5. Procès-verbaux

Les décisions des associés sont consignées dans des procès-verbaux établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, dans les conditions réglementaires.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des assemblées sont valablement certifiés conformes par un seul gérant.

ARTICLE 13: EXERCICE ET COMPTES SOCIAUX

Chacun des exercices sociaux débutera le 1^{er} janvier pour être clos le 31 décembre de chaque année.

A titre exceptionnel, le premier bilan de la société se clôturera au 31 décembre 2012.

Les comptes annuels, l'inventaire, le rapport de gestion, les rapports spéciaux du gérant et les rapports du commissaire aux comptes (s'il existe) seront établis conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

ARTICLE 14 : AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le bénéfice ou la perte de l'exercice écoulé est calculé par différence entre les produits et les charges de l'exercice, ce après déduction des amortissements et provisions.

Sur le bénéfice ainsi obtenu, diminué éventuellement des pertes antérieures, est prélevée une somme correspondant à un vingtième pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

L'assemblée générale peut décider de distribuer des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Il est précisé, toutefois, que les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'assemblée générale fixe les modalités de mise en paiement des dividendes. Ce paiement doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

Aucune distribution ne peut, cependant, avoir lieu lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

ARTICLE 15 : CONTROLE-COMMISSAIRES AUX COMPTES

Conformément à l'article 64 de la loi du 24 juillet 1964 relative aux sociétés commerciales, la nomination de commissaires aux comptes n'est requise que dans certains cas.

Le cas échéant, ils exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 16 : PROROGATION

Les associés, réunis extraordinairement pourront décider de la prorogation de la société, ce au plus tard un an avant la date d'expiration de la société.

ARTICLE 17 : DISSOLUTION ET LIQUIDATION

17.1. La société sera dissoute à l'arrivée de son terme, sauf prorogation, ou en cas de survenance d'une cause de dissolution prévue par la loi. Elle peut également intervenir du fait d'une décision des associés réunis en assemblée générale extraordinaire.

17.2. Dès sa dissolution, la société est mise en liquidation. A cette fin, un ou plusieurs liquidateurs doivent être nommés lors de l'assemblée générale prononçant la dissolution. Ils disposent à cet effet des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde entre les associés. En fin de liquidation, il leur appartient de convoquer l'assemblée générale à l'effet de statuer sur les comptes définitifs, de se voir donner quitus et décharge de leur mandat et de constater la clôture de la liquidation.

Par ailleurs, les fondions du gérant et des commissaires aux comptes cessent à compter de décision prononçant la dissolution.

A compter de ladite décision, dans tous les actes et documents divers émanant de la société, la dénomination sociale doit être suivie de la mention "en liquidation".

ARTICLE 18 : CONTESTATIONS

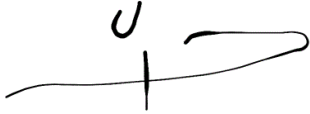
Toute contestation relative aux affaires sociales pouvant surgir pendant la durée de la société sera tranchée par le tribunal compétent.

ARTICLE 19 : FORMALITES ET POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au gérant, aux fins d'accomplir les formalités de publicité corrélatives à la constitution de la société et notamment celles nécessaires à l'acquisition de la personnalité morale.

Tous pouvoirs sont également donnés au gérant aux fins de contracter tous emprunts auprès d'établissement bancaires ou financiers, de signer toutes transactions d'acquisition ou de ventes pour le compte de la société.

Fait à Paris,
Le 28 juin 2023

DocuSigned by:

CC84ECB46D5149E...